Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 33 (2017)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Nils Andersson, *Mémoire éclatée*, (préface de Gérard Chaliand),
Lausanne, Éditions d'en bas, 2016, 544 pages

Un livre paru aux Éditions d'en bas avait déjà été consacré à Nils Andersson en 2007, mais il était centré sur *La Cité Editeur 1958-1967*. Ici, l'homme aux vies multiples s'exprime lui-même, faisant appel à ses riches archives et à ses souvenirs. Né à Lausanne en 1933, il nous raconte sa jeunesse et ses premiers engagements. Ceux-ci sont d'abord poétiques, avec la revue *Pays du Lac*. La littérature occupera toujours une grande place dans la vie d'Andersson, à côté des nombreuses causes dans lesquelles il s'investira. Il joue un rôle très important à l'époque de la guerre d'Algérie, en diffusant puis en publiant des écrits interdits en France et accablants pour l'armée coloniale et son usage systématique de la torture, comme *La Question* d'Henri Alleg ou *La Pacification*. C'est ainsi que naissent les Éditions La Cité. Ces mémoires nous révèlent aussi beaucoup de faits mal connus sur le réseau de soutien au FLN en Suisse. Sur le plan littéraire, La Cité se singularise par la publication d'auteurs critiques, considérés comme «subversifs», tel Walter Weideli et son *Banquier sans visage* consacré à la vie de Necker, qui provoquera un tollé et indirectement la création du parti Vigilance à Genève.

Puis c'est l'époque maoïste. Aux côtés du sulfureux Jacques Vergès, Nils Andersson collabore à *Révolution, Afrique, Amérique latine, Asie* dans le titre duquel on reconnaît l'esprit des slogans du Che. Au moment de la scission entre la Chine et l'URSS, Andersson se range résolument du côté de la première. Il est actif dans l'Organisation des communistes de Suisse, dotée du journal *Octobre*, mais qui restera assez confidentielle.

Ces engagements perçus comme «extrémistes» provoquent l'ire du Conseil fédéral, qui se saisit de la nationalité suédoise du militant de choc pour l'expulser de Suisse en 1967. Sur les dessous de cette mesure qui en choqua plus d'un, au-delà du camp des gauches, l'auteur nous donne des renseignements détaillés et intéressants.

Le couple Andersson répond alors à l'appel de Tirana. Ces chapitres consacrés au long séjour albanais sont sans doute les plus originaux et les plus attachants. Ils tentent d'inverser l'image stéréotypée et caricaturale que l'on a du régime d'Enver Hoxha. Ils insistent sur la farouche volonté d'indépendance d'un peuple malmené par l'histoire. Sans idéaliser ce régime, ils montrent combien celui-ci a arraché l'Albanie au sous-développement (90% des filles étaient analphabètes en 1944!). Toute cette partie du livre consacrée à l'Albanie témoigne d'une grande empathie.

Interdit de séjour en France comme en Suisse, Nils Andersson gagne en 1972 la Suède, à laquelle il consacre aussi de belles pages. Il rend hommage à Olof Palme, qui incarnait à ses yeux le meilleur de la social-démocratie suédoise : l'internationalisme, la neutralité active, l'opposition à la guerre du Vietnam, l'esprit d'égalité.

En 1991, Andersson s'établit à Paris, où il reste un « insoumis », ce qu'il aura été toute sa vie. Ces riches mémoires, où l'auteur reste d'une extrême pudeur sur sa vie privée, et qui sont d'abord et essentiellement celles d'un militant, en témoignent.

PIERRE JEANNERET

Vanessa Bignasca, *La legislazione sul lavoro in Ticino tra eccezioni e resistenze (1877-1914)*, (préface de Raffaella Martinelli Peter), *Quaderni di storia del movimento operaio nella Svizzera italiana*, vol. 18, Bellinzone, Fondazione Pellegrini Canevascini, 2016, 251 pages

Issue d'un solide mémoire de Master, soutenu à l'Université de Fribourg et retravaillé avec soin, cette publication retrace les origines et les applications de la législation sur le travail dans le canton du Tessin, entre 1877 et 1914.

D'emblée, la préface de Raffaella Martinelli Peter, avocate spécialiste du droit du travail, nous offre les enjeux juridiques et sociétaux, toujours actuels, de cette recherche historique, qui touche à une période-clé de la mise en place du droit du travail, dont les prémisses s'inscrivent dans la révision totale de la Constitution helvétique de 1874.

Cette période charnière pour l'intervention de l'État dans le monde du travail est étudiée à travers une recherche minutieuse dans les archives et proposée au lecteur en quatre parties.

Dans la première partie du livre – « Les origines de la législation sur le travail » – c'est la « question sociale » émergente qui est traitée, en lien avec le développement des premières recherches médicales et des rapports sur les conditions des travailleurs et des travailleuses. Vanessa Bignasca présente les premiers règlements cantonaux sur le travail dans les usines, entre 1815 (Turgovie) et 1873 (Tessin) et les avancées de la Confédération en ce domaine. Le travail des enfants est au cœur des débats.

Le Tessin, qui vit un développement industriel relativement réduit, se trouve confronté à la première loi fédérale sur les fabriques (1877). Ce dernier chapitre de la première partie se penche sur les débats autour de cette loi, soumise au référendum. Le débat et la participation à la votation restent plutôt faibles. En tout cas, le Tessin sera parmi les opposants à la loi, qui sera néanmoins acceptée au niveau fédéral avec un pourcentage de 51,1% des voix.

C'est dès la deuxième partie, consacrée à la mise en pratique de cette loi dans la première décennie de son existence et des lois fédérales sur la responsabilité civile des fabricants de 1881 et 1887, que l'auteure entre dans une analyse plus originale, en proposant un premier bilan nuancé de la mise en acte de cette loi, avec la prise en considération de tous les acteurs : le patronat, les institutions cantonales et locales chargées de l'application de la loi, mais surtout les inspecteurs du travail, dont les rapports sont une source très riche et bien exploitée. L'analyse montre les nombreuses violations, ainsi que les difficultés d'application, d'une loi qui ne paraît pas rentrer dans les priorités du gouvernement cantonal, dont les Départements – faut-il le dire – débordent de travail en cette période de tensions politiques fortes, qui

conduiront à la révolution de 1890 et à l'intervention de la Confédération. Pour certains, en outre, cette loi fédérale affaiblissait le fédéralisme. Maints politiciens, confrontés au nombre limité d'établissements considérés en tant qu'usine (une vingtaine), continuent en cette période à croire encore dans l'agriculture comme cœur de l'économie cantonale. En outre, certaines industries, notamment celle de la soie, considérées par ailleurs comme une activité accessoire aux métiers agricoles, recevront sans trop de difficulté des dérogations pour le travail des enfants.

La relative prise de conscience est analysée dans la troisième partie, qui s'occupe des années entre 1888 et 1899, c'est-à-dire entre le règlement cantonal d'application de la loi sur les fabriques et le décret cantonal du 6 septembre 1899, qui sous pression des autorités fédérales oblige à payer le salaire en francs et pas en lires, pratique de frontière qui, malheureusement, ressurgira régulièrement tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours. Entre temps, la nouvelle définition de fabrique au niveau fédéral (1891) a fait passer leur nombre au Tessin d'environ 30 à 140. Le bilan de cette période est plus positif et le rôle de l'inspecteur fédéral, ainsi que de certains médias engagés, qui remplacent un mouvement ouvrier bien loin d'être organisé et qui œuvrent pour dénoncer les conditions de travail, semblent avoir été fondamental : parmi les améliorations sont à noter la révocation des dérogations sur le travail des enfants. Par contre, et cela n'étonne pas, dans le cadre des accidents de travail et de la responsabilité civile des entreprises la situation évolue très lentement.

La quatrième et dernière partie aborde la première partie du XXe siècle, dans une période d'illusion industrielle dans le cadre de la Belle Époque, avant l'éclatement de la Première Guerre mondiale. La mise en place progressive du mouvement ouvrier grâce aussi à l'arrivée des Italiens, travailleurs et exilés, et l'accélération de la mise en place des lois cantonales et fédérales au niveau du travail, notamment pour le canton la loi de 1904 qui institue la figure du secrétaire du travail pour la surveillance des usines et des entreprises, apportent des changements importants qui permettent une ouverture concrète de la législation sur le travail non seulement des usines, mais aussi d'autres entreprises, notamment les carrières.

Cette dernière partie de l'analyse montre les agissements des nouveaux acteurs pour une extension des droits des travailleurs et les prémices positives pour la solution des problèmes dans l'application des lois, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, puisque les lois sur le travail continuent à être violées, à cause notamment de la lassitude des autorités cantonales et communales, accusées à maintes reprises entre autres par les inspecteurs fédéraux.

Est-ce que le Tessin est de nouveau un *Sonderfall*? L'auteure pose la question à la fin de l'ouvrage en montrant comment, bien que cette représentation soit récurrente et simpliste, le Tessin doit être vu plutôt comme une étude de cas très intéressante sur les applications complexes et différenciées de la loi fédérale de 1877, qui mérite d'être intégrée à une comparaison structurée avec les autres réalités régionales et cantonales helvétiques.

Travail sérieux et documenté, cet ouvrage est aussi accompagné d'un appareil iconographique qui, à son tour, lance de riches pistes de recherche historique.

NELLY VALSANGIACOMO

Rebecca Crettaz et Francis Python, *Enfants à louer. Orphelins et pauvres aux enchères,*
Fribourg, SHCF, 2015, 174 pages

La mise à l'envers a été une pratique assez répandue à Fribourg, comme dans d'autres régions rurales de la Suisse. Elle consiste à placer les enfants assistés dans la famille d'accueil qui exige des autorités communales le montant de pension le plus bas. Fribourg doit attendre 1928 pour qu'une loi interdise formellement cette pratique dégradante, qui était certes progressivement tombée en désuétude auparavant – raison du reste pour laquelle la loi passe sans problème, il n'y a plus de véritable enjeu. Ce livre revient sur le cas fribourgeois en combinant deux approches. L'approche législative qui documente les débats qui précèdent et accompagnent les lois de 1811, celle de 1850 instaurée par les radicaux, celle de 1869 qui défait la précédente, enfin celle de 1928, est combinée avec une approche sociologique, qui documente en parallèle les pratiques dans un cadre législatif donné, à partir de cas repérés dans huit communes.

Replaçant cet usage dans un contexte plus large, les auteurs montrent que la prise de conscience de l'enjeu est précoce : il s'agit de répondre à la question du paupérisme, et d'éviter sa perpétuation en garantissant la formation des enfants pauvres. Dans cette perspective, écrit le père Girard en 1816, « c'est un crime que de mettre l'éducation des enfants au rabais ». Mais ces bonnes intentions nécessitent un financement. Qui va payer ? La question traverse le siècle, et les blocages sont constants, qui, évidemment, n'empêchent pas les envolées rhétoriques sur l'urgence qu'il y a de venir au secours de l'enfance abandonnée. Si les radicaux envisagent un impôt pour couvrir ces dépenses, les catholiques préfèrent laisser agir la charité privée. Le placement dans une famille paysanne honnête, pour que l'enfant suive l'école et soit initié aux travaux des champs paraît à certains une solution intéressante et chrétienne, qui constituerait un progrès par rapport à l'ancien usage de la « ronde des pauvres ». Mais le souci financier, pour ne pas dire l'avarice des classes dirigeantes, débouche sur la mise à l'envers qui impose dans les faits une logique diamétralement opposée, peu propice à un accueil bienveillant : l'enfant assisté est une force de travail bon marché. À laquelle on attache de l'importance, comme le démontre l'anecdote de deux enfants fugueurs (p. 63), rattrapés par les autorités et sévèrement punis, sans que l'on s'interroge sur les raisons de cette fuite… Les pauvres sont coupables, la chose ne se discute pas plus hier qu'aujourd'hui.

ALAIN CLAVIEN

Wolfgang Eckhardt, *The First Socialist Schism. Bakunin vs. Marx in the International Working Men's Association,* Oakland, PM Press 2016, 603 pages

L'Association internationale des travailleurs (AIT) est le point de départ du mouvement ouvrier international. Des concepts essentiels comme la conscience de classe, la lutte des classes, la révolution sociale, le collectivisme-communisme, l'anticapitalisme, l'antimilitarisme et l'antinationalisme se propagèrent dans les années 1860 et 1870 à travers les réseaux ouvriers de l'AIT. Les années de la Première Internationale ne sont cependant pas seulement les années des premiers essais d'union internationale des travailleurs, mais elles sont aussi marquées par les divisions dans la gauche. De ces divisions sortiront les trois branches principales du mouvement ouvrier : le communisme centraliste, l'anarchisme et le socialisme réformiste. Ces divisions se traduisent dans l'historiographie de la Première Internationale. Une historiographie souvent de caractère idéologique : elle a souvent été vue à travers le prisme de la position politique des auteurs. Une autre constante réside dans la personnalisation des conflits, qui voient les adeptes de Marx d'un côté, et ceux de Bakounine de l'autre. La réalité historique est bien sûr beaucoup plus complexe et moins linéaire.

Démonter des récits bien enracinés dans les différentes traditions du socialisme et faire de l'ordre dans la complexité des positions et débats au sein de la Première Internationale, tel est le but du chercheur berlinois Wolfgang Eckhardt dans sa nouvelle publication. L'auteur est un fin connaisseur de la thématique qu'il étudie depuis les années 1990 d'arrache-pied et sans aides institutionnelles ou financières. Il n'est pas exagéré d'affirmer que Eckhardt a fouillé presque tous les fonds d'archives liés à la Première Internationale et surtout la biographie de Bakounine. Sa liste de publications est longue, à laquelle s'ajoute cette nouvelle livraison substantielle. Parmi ses travaux, il faut mentionner son édition commentée des sources sur Bakounine (Michael Bakunin, *Ausgewählte Schriften*), dont ont paru pour le moment sept volumes. La publication de cette série, précieuse pour les chercheurs, est pour le moment malheureusement interrompue à cause du récent décès de ses deux éditeurs Karin et Bernd Kramer. Son nouveau livre, *The First Socialist Schism*, est son premier en anglais, paru aux éditions anarchistes PM Press, fondées il y a dix ans en Amérique du Nord, bien diffusées dans le monde libertaire anglo-saxon. Le livre se base en effet sur les volumes 5 et 6 des *Ausgewählte Schriften*. Dans celui-ci, Eckhardt traite sur environ 600 pages avec sérieux et minutie les positions et débats entre 1868 et 1873, les années décisives de la Première Internationale, qui ont amené finalement à la scission.

En résumé, l'auteur parvient à dépersonnaliser les conflits internes de l'AIT et à proposer un regard sur d'autres figures que Marx et Bakounine (même si la pochette de l'éditeur renvoie de nouveau au récit traditionnel de l'historiographie du conflit entre deux personnes). Il réussit à le faire en mettant en avant des acteurs et théoriciens restés dans l'ombre de Marx et de Bakounine. Il s'agit notamment du socialiste allemand résidant à

Genève Johann Philipp Becker (1809-1886), du libre penseur belge Eugène Hins (1839-1923), du pédagogue libertaire français Paul Robin (1837-1912), du publiciste allemand Theodor Cuno (1846-1934), de l'économiste franco-cubain Paul Lafargue (1842-1911), des syndicalistes espagnols Francisco Mora (1842-1924) et Anselmo Lorenzo (1841-1914), de l'éditeur neuchâtelois James Guillaume (1844-1916) ou de l'anarchiste italien Carlo Cafiero (1846-1892). La Suisse occupe à côté du Royaume-Uni, de l'Espagne, de l'Italie et de la Belgique une place centrale dans le récit d'Eckhardt, car une grande partie des acteurs vivaient ou publiaient en Suisse pendant ces années. En outre, des congrès ayant un grand impact sur l'évolution de la Première Internationale eurent lieu en Suisse (congrès de la Fédération romande à La Chaux-de-Fonds en 1870, réunion des fédéralistes anti-autoritaires à Sonvilier en 1871, à Saint-Imier en 1872 et à Genève en 1873). Dans son approche polycentrique, Eckhardt offre un correctif bienvenu à l'historiographie centrée sur le conflit, souvent psychologisante, entre Marx et Bakounine. L'auteur présente de façon parlante le point de départ et les points communs des deux théoriciens. Il conclut que les conflits et la séparation au sein de la Première Internationale sont basés sur une divergence conceptuelle: *«It wasn't the rivalry between two archenemies or a personal vendetta based on resentments that made the conflict between Marx and Bakunin so important. Of importance was that the conflict heralded of a split within socialism between parliamentary party politics aiming to conquer political power and social-revolutionary concepts. The federations defending their autonomy became aware of what separated them from the social democratic movement influenced by Marx, which relied on centralist organisational forms, the establishment of national labour parties, and the conquest of political power»* (pp. 419-420).

Outre ce correctif à l'historiographie traditionnelle, le grand mérite de ce livre réside dans l'immense travail de présentation de sources qui amène à ladite conclusion. La grande quantité des sources citées et tous les détails mentionnés s'avèrent en même temps à double tranchant, car ils risquent de voiler le contexte. En effet le lecteur est plongé dans cette documentation dès le début, car le livre commence tout de suite par un regard sur les acteurs, citant leurs correspondances. Une introduction aurait aidé à mieux s'orienter. Le livre continue dans un style narratif comme dans le premier chapitre: une grande partie consiste en une reproduction de très longues citations de sources avec de courtes phrases de liaison. Cela conduit à un manque d'encadrement des débats de l'histoire générale, sociale ou culturelle, et constitue une grande faiblesse de ce livre. Les acteurs semblent parfois agir et parler dans le vide, car on n'apprend presque rien sur la base de l'Internationale, c'est-à-dire les ouvriers dans les différents pays. Pourquoi adhéreraient-ils aux associations de l'Internationale? Pourquoi mirent-ils leurs espoirs dans cette nouvelle organisation à l'échelle transnationale, à une époque où le concept d'État national était propagé par d'autres? Pourquoi les différents concepts du socialisme trouvèrent-ils des adeptes dans différentes régions et milieux? Quel rôle jouent les femmes?

La démarche méthodologique de cet ouvrage est également problématique. L'auteur privilégie les sources et fait rarement référence aux publications scientifiques sur la Première Internationale, surtout celles des dernières années. La bibliographie le montre bien : les sources occupent quatorze pages, la littérature secondaire cinq seulement, dont une grande partie qu'on peut qualifier d'idéologique, revêtant plus un caractère de source que de littérature.

Le manque de contextualisation (l'histoire générale et du mouvement ouvrier) fait de ce livre plus une édition de sources commentées qu'une vraie histoire de la Première Internationale. Cela dit, il s'adresse à un cercle restreint de lecteurs spécialistes en la matière. Ceux-ci par contre y trouveront une grande quantité de sources inédites ou difficiles à repérer, notamment en anglais. Tels sont la richesse et le mérite du livre.

Bien qu'Eckhardt arrive à déconstruire le narratif du conflit Marx-Bakounine, il n'arrive malheureusement pas à sortir du regard idéologisant sur la Première Internationale, même s'il critique ce fait (p. 417). En effet, sa démarche semble se diriger uniquement contre l'historiographie marxiste et mettre à l'écart celle de l'anarchisme. L'auteur ne réussit pas malgré ses intentions à cacher sa position politique et ses sympathies pour le camp anarchiste. Son argumentation a souvent le caractère d'un correctif à l'historiographie marxiste de la Première Internationale. Le regard subjectif de l'auteur se vérifie dans ses conclusions où il déplore chez Marx et Engels un manque d'analyse, une étroitesse d'esprit, une aspiration au pouvoir et la tactique de diffamation de leur adversaire socialiste, de l'espionnage et des intrigues sans aucun regard pour la cause du mouvement ouvrier. Il considère le duo Marx et Engels comme les uniques responsables de l'échec de la première organisation internationale du mouvement ouvrier (pp. 418-419). Dans ses conclusions, Eckhardt se range malheureusement dans la tradition de l'historiographie idéologisée, qu'il critique, ce qui met un bémol à son travail précieux sur les sources.

FLORIAN EITEL

Nino Kühnis, *Anarchisten ! Von Vorläufern und Erleuchteten, von Ungeziefer und Läusen. Zur kollektiven Identität einer radikalen Gemeinschaft in der Schweiz, 1885-1914,*
Bielefeld, transcript verlag, 2015 (Histoire : vol. 76), 564 pages

Cette thèse est la poursuite d'un travail de licence à l'Université de Zurich. Terminée à l'été 2012, elle n'a malheureusement pas pu être soutenue en raison de la mort tragique de son auteur. Ses amis se sont chargés de préparer le manuscrit pour la publication.

Nino Kühnis a dépouillé attentivement les principaux périodiques anarchistes ou « anarchoïdes » publiés en Suisse entre 1885 et 1914 : dix en allemand, quatorze en français, ainsi que sept journaux non anarchistes. Il y a cherché les éléments lui permettant de décrire une identité collective de la communauté des anarchistes, ses valeurs, ses spécificités, ses différences avec la société environnante et l'image que celle-ci entretient des anarchistes et de l'anarchisme.

La période prise en compte commence avec l'Enquête sur les menées anarchistes ordonnée en 1885, puis résumée par le procureur général de la Confédération Eduard Müller, et s'arrête à la déclaration de guerre qui va changer profondément la population étudiée : des militant·e·s rentrent en Allemagne, en France ou en Italie, des réfugiés leur succèdent, la presse est partiellement baillonnée. La crainte des attentats et plus généralement de la « propagande par le fait », grèves et sabotages, est répandue dans la presse quotidienne, et les journaux anarchistes y répondent par l'ironie, la provocation, la « propagande par l'écrit ».

Après l'introduction théorique, un utile survol de l'histoire de l'anarchisme en Suisse se fonde essentiellement sur un chapitre de Max Nettlau (*Anarchisten und Syndikalisten*, Vaduz 2004), sur les travaux d'Erich Gruner et quelques études plus récentes. On passe ensuite à l'examen de chacun des titres pour y déceler les éléments identitaires.

Pour une lectrice habituée à la littérature francophone, le cadre conceptuel établi par l'auteur est déroutant. Les journaux anarchistes, selon lui, construisent, constituent et affirment une identité par le biais de *Hypergüter* (des notions, des valeurs immatérielles) positifs ou négatifs et de *Framing Prozesses* (la démarcation par rapport à d'autres groupes sociaux). L'identité collective reste ici entièrement définie par l'idéologie. Pas ou peu de noms, pas ou peu d'événements donnant lieu à des commentaires : les textes semblent intemporels.

Or, la presse anarchiste contient plus d'informations sur les personnes et les collectifs qui la font et qui la lisent. Ismaël Zosso, dans un article déjà ancien (« Le Verbe magique », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 17, 2001*) sur la presse de langue italienne en Suisse pendant la même période qu'étudie Nino Kühnis, distinguait habilement son contenu de son contenant. « Le dire », c'est la répétition inlassable de la propagande, des principes de l'anarchisme, de la critique de toutes les dominations – des *Hypergüter*, si l'on veut. « Le vivre », c'est la pratique militante : comment ces journaux sont-ils produits, dans quelles conditions, à l'intention de qui ? Pierre Kropotkine dans ses mémoires raconte que *Le Révolté* fut fondé à Genève en 1879 avec 25 francs, et que les 2000 exemplaires vendus permirent de poursuivre la publication. On voit souvent, dans la rubrique « Petite correspondance », que des groupes prennent un seul abonnement, qui coûte un franc ou deux ; sur les listes de souscription, ils envoient 20 ou 50 centimes, ce qui représente déjà un effort. On trouve aussi dans cette rubrique « des notes personnelles que s'adressent des militants éloignés les uns des autres, des appels à la solidarité, des annonces de libération ou d'incarcération de camarades, des appels pour des débats ou des fêtes » (Zosso, *ibid.*), éléments de sociabilité, utiles descripteurs de l'identité collective.

Aucune indication sur ces sujets-là dans le travail de Nino Kühnis, c'est regrettable. Les périodiques en français et en allemand ne devaient pas fonctionner différemment de ceux en italien. Dans ses données bibliographiques, Kühnis ne distingue pas entre typographie et imprimerie proprement dite : l'Imprimerie jurassienne à Genève composait les textes, mais

on les portait chez un imprimeur de la place pour les multiplier. Il indique parfois un nom de groupe ou un autre : qui en faisait partie, quelles activités avait-il ?

Le choix de l'anonymat, des indications biographiques minimales, est argumenté mais entraîne un autre type de problèmes. Élisée Reclus, mort en 1905, n'a évidemment pas écrit d'articles pour la *Revolutionäre Bibliothek* qui paraît en 1906. L'article de Kropotkine dans le même numéro, présenté comme une « lettre », a été écrit en 1881 pour *Le Révolté*. Plus généralement, il s'agit d'une anthologie de textes publiés ailleurs ou traduits. Les rédacteurs y trouvaient sans doute des échos à leur « identité collective ».

Si le *Jahrbuch der freie Generation* contient plusieurs articles sur la Suisse, c'est parce que Pierre Ramus habite Zurich quand il en rédige le premier numéro, juste avant de se faire expulser ; mais les autres rédacteurs écrivent d'Allemagne ou d'Autriche. Si la *Arbeiter-Wille* cesse après deux numéros, c'est que son rédacteur véritable, Heinrich Bagotsky, a été expulsé de Suisse. Si *L'Exploitée* cesse de paraître et que la *Vorkämpferin* change de ton, c'est que Margarethe Faas-Hardegger a été licenciée en 1908 de son poste de secrétaire syndicale. Comment ignorer ces incidents, qui marquent forcément le ton et le contenu des périodiques ?

Ce volume donne quand même d'utiles indications, fruit d'un énorme travail. L'édition est soignée, mais on aurait souhaité une relecture des extraits cités en français : l'accentuation des lettres, les césures et l'usage des majuscules semblent aléatoires, ce qui rend absurdes les [sic] introduits. La forme « der *Le Réveil* », « die *L'Exploitée* » est pour le moins peu esthétique.

MARIANNE ENCKELL

*Accessible sur www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=cmo-001:2001:17#5 (consulté le 9.1.2017).

Marcel Maillard, *On était Sport ! Une jeunesse genevoise 1908-1930,* Lausanne, Ethno-Doc & Éditions d'en bas, 2016, 130 pages

La photographie de couverture donne l'envie de connaître ce gamin de 13 ans, les épaules déjà larges, les mains sur les hanches et le regard droit. Cette autobiographie de Marcel Maillard a été rédigée au milieu des années 70 à l'intention de ses enfants adolescents, afin qu'ils connaissent mieux leurs ancêtres paternels. Le récit commence par des portraits pleins d'humour de ses grands-parents, l'ambiance souvent tendue du foyer parental et, plus vivement encore, la succession de ses maîtres d'école, caricature des « régents » du début du XXe siècle.

Le titre du livre indique que notre héros a taquiné le ballon dans les cours des immeubles prolétariens de la Servette et l'auteur est fier de mentionner que *La Suisse* le mentionne comme un des meilleurs élèves sportifs dans son édition du 21 mai 1916.

De fougueux adolescent il devient un jeune adulte révolté. Regrettant que ses parents n'ont pas pu lui offrir une école secondaire, il hésite à suivre un apprentissage et finit par faire un stage de journaliste sportif à *L'Écho des sports*, envoyant quelques articles au *Travail*, le journal de Léon Nicole. Le tribun lui proposera la présidence de la jeunesse socialiste, mais Marcel Maillard n'y restera pas longtemps,

car il sera réfractaire au service militaire. Il rappelle ses angoisses d'enfant durant la Grande Guerre, car sa mère d'origine française avait des parents engagés sur le front, et il évoque les nombreuses victimes de la grippe espagnole qui a emporté nombre d'ouvriers ou d'ouvrières sous-alimentés et dépourvus de toute entraide de l'État. « *Roulez tambours pour couvrir nos frontières*… mais débrouillez-vous comme vous pouvez » lit-on à la page 56, et son père a lui aussi été longuement malade. Il se rappelle aussi d'avoir vu des gens en uniforme frappant des ouvriers en novembre 1918.

Les mois s'écoulent de tribunaux militaires en séjours à St-Antoine et le jeune homme fera la connaissance de Lucien Tronchet, s'enthousiasmant dès lors pour l'anarchisme. Là s'arrête le texte, l'auteur, déjà malade, mourait quelques mois plus tard. Le manuscrit sera finalement envoyé par sa fille au CIRA qui l'a proposé à Ethno-Doc pour publication. Lecture intéressante car elle rend bien le climat de l'entre-deux-guerres et, en prime, on bénéficie de l'introduction de Marianne Enckell et d'Alix Heiniger. Agréablement illustré de photos de famille et de cartes postales représentant la Genève du début du siècle passé.

MICHEL BUSCH

Gianna A. Mina (éd.), *Le vittime del lavoro di Vincenzo Vela 1882. Genesi e fortuna critica di un capolavoro. Die Opfer der Arbeit von Vincenzo Vela. Enstehung und Rezeptionsgeschichte eines Meisterwerkes,* Ligornetto, Museo Vincenzo Vela, 2016

Le musée Vincenzo Vela à Ligornetto (Tessin) consacre un ouvrage collectif à l'un des monuments suisses les plus connus : *Le vittime del lavoro* de Vincenzo Vela. Ce monument est célèbre tant du point de vue de l'histoire de l'art que dans la société en général. Nombreux sont les habitants de Suisse qui connaissent l'image de cette œuvre, son emplacement et l'ont probablement déjà vue. Nous pouvons donc parler d'un monument national. Un bien collectif n'a-t-il pas besoin d'une étude approfondie ? Sans doute, comme en témoigne cette monographie consacrée au monument de Vela, situé au portail sud du Tunnel du Gothard, à Airolo.

Le grand mérite de ce livre ne tient pas seulement au fait qu'il constitue la première (!) publication détaillée sur le chef-d'œuvre de l'artiste tessinois, mais aussi par le fait qu'il propose des pistes de réflexions sur le rôle des monuments dans l'espace public. Plus précisément, la question se pose : qu'est-ce qu'un monument ouvrier et en quoi se distingue-t-il d'un monument du mouvement ouvrier ?

Le monument *Le vittime del lavoro* est issu de l'initiative de son créateur Vincenzo Vela. L'artiste, déjà très célèbre à l'époque, présenta une ébauche en gypse en 1883, à l'occasion de l'Exposition nationale de Zurich, un an après l'ouverture du tunnel du Gothard. Accueilli par la critique avec enthousiasme, il a gagné au fil des années une place centrale dans le répertoire artistique des sculptures. Il est devenu une référence, même si on y rencontre des motifs artistiques beaucoup plus anciens et très répandus, comme des cortèges funèbres ou des *Pietà*. Ces aspects de l'histoire de l'art sont étudiés par Giorgio Zanchetti et Gian Casper Bott dans deux contributions. L'historien de l'art Federico

Masedu met aussi l'œuvre de Vela en relation avec le monument *I Minatori del Sempione* (1906) de Enrico Butti, dédié aux travailleurs du Tunnel du Simplon (1898-1906).

Les deux monuments rendent hommage aux travailleurs tués durant les travaux de deux œuvres majeures des réseaux de train au tournant du siècle. Mais s'agit-il pour cela de monuments du mouvement ouvrier? Une réponse indirecte se trouve dans la contribution fort intéressante de l'historienne Nelly Valsangiacomo et de l'historien Marco Marcacci. Les auteurs contextualisent très bien le monument dans son espace temporel et territorial et montrent l'utilisation et la dimension symbolique du monument. Ils constatent, au début de leur article, que ce monument national, très connu dans l'histoire de l'art, est tombé dans l'oubli en Suisse. Il a été en quelque sorte victime de son propre succès. Succès rencontré surtout dans les 50 ans qui séparent le projet de Vela (1883) et sa mise en place définitive, en 1932, à l'occasion du 50e anniversaire de l'ouverture du tunnel du Gothard près de la gare d'Airolo, au portail sud du tunnel. Le monument passe inaperçu pour les passagers des trains, qui s'arrêtent très peu à Airolo, et les voitures d'un parking le cachent. Le monument national est donc devenu un monument marginalisé.

Pourtant, si ce constat peut être tiré, selon les auteurs, pour la société en général, il n'en va pas de même pour le milieu de gauche. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la gauche en Suisse et en Italie, notamment à travers le Parti communiste italien, entretient la mémoire du monument de Vela. Pour ces milieux engagés, le monument est un symbole de l'ouvrier disparu dans la construction du tunnel et plus généralement, de l'ouvrier victime du système capitaliste. Le monument de Vela devient ainsi un monument du mouvement ouvrier. Avec une telle interprétation, la gauche s'éloigne clairement de l'intention de Vela, qui voulait créer un monument qui thématise le travail dans une toute autre conception que le mouvement ouvrier, comme le montrent Valsangiacomo et Marcacci. Dans une lettre datée de 1886, Vela se positionne comme un artiste républicain, en disant qu'« au lieu de gaspiller des millions pour des monuments aux rois », il faudrait rendre hommage aux « martyrs du travail » (p. 27). Dans un esprit libéral-social, il idéalise le travail des mineurs, en confondant la cause et les effets, et pour cela, il développe une vision contraire à celle qui est portée par le mouvement ouvrier. Vela conçoit les travailleurs comme des hommes « qui risquent leur vie (...) comme des calmes soldats, juste pour remplir leur devoir, pour vivre comme des hommes de bien ». Dans la conception développée par le mouvement ouvrier, le mot « gaspiller » devrait être mis en relation avec le gaspillage des vies des travailleurs morts à cause des carences de l'organisation du travail sur le chantier du Gothard. Une organisation où la vitesse et le gain de productivité priment sur la sécurité de travailleurs : 232 travailleurs, notamment italiens, ont perdu ainsi la vie pendant les dix ans de chantier – explosions, chutes de matériel, autres accidents de travail, conditions d'hygiène catastrophiques, sans oublier les quatre ouvriers tués par les milices du canton d'Uri venus en aide à l'entrepreneur Louis Favre lors de la grève de Göschenen en 1875. Pour avoir

un cadre complet des victimes des travaux du Gothard, il faut ajouter les 403 personnes qui ont subi des blessures issues d'accidents graves ayant causé probablement des centaines de morts, ou victimes des conditions hygiéniques précaires sur les chantiers.

Avec son monument « aux victimes du travail », Vela est loin de dénoncer les conditions catastrophiques de travail et de logement causées par l'entreprise Favre. Son monument aux ouvriers est plutôt le résultat d'une construction sociale dans un esprit nationaliste des radicaux, qui voit les travailleurs et leur patron comme une unité, avec les mêmes intérêts, qui se sacrifient tous deux pour le progrès de l'humanité. Dans la vision de Vela, aucune contrainte de l'édifice social ne semble avoir poussé les ouvriers à risquer leur vie. L'interprétation de « travail » et « victime » prend une dimension encore plus éloignée de celle du mouvement ouvrier quand on sait que Vela projeta une tombe de Favre avec le relief des « victimes du travail » derrière le buste de l'ingénieur mort pendant les travaux.

Le monument a été finalement réalisé sans référence directe à Favre. L'ingénieur est pourtant la seule personne décédée pendant le chantier qui ait laissé un nom à la postérité. La hiérarchie sociale est donc aussi respectée dans la mort ; lors de l'inauguration en 1932, le conseiller fédéral conservateur Giuseppe Motta fit l'éloge de Favre comme de la personne qui se serait sacrifiée le plus pour ce chantier. Les centaines d'ouvriers décédés sur le chantier restèrent en revanche dans l'anonymat, Vela les fonda dans du bronze, symbole si on veut d'un amalgame social imaginaire. L'épitaphe de l'écrivain tessinois et ami de Motta Francesco Chiesa évoque cette image.

La contextualisation du monument par Valsangiacomo et Marcacci met en évidence que le message véhiculé par *Le vittime del lavoro* est beaucoup plus contestable qu'on ne se l'imaginait. Un panneau explicatif sur les conditions pendant les travaux pourrait sauver le monument de son initiative peu glorieuse et le transformer en un monument pour l'émancipation ouvrière. Dans ce but, on pourrait aussi y ajouter le sublime poème du jeune écrivain Yari Bernasconi, publié également dans l'ouvrage, qui fait parler les ouvriers et porte un regard sans concession sur les réalités des travailleurs pendant l'œuvre du Gothard. Peut-être est-ce trop tard pour un tel ajout au monument, car avec le nouveau tunnel de base du Gothard, qui passe au-dessous du monument, celui-ci a perdu tout potentiel de visibilité. Peut-être la gauche ferait-elle mieux de créer son propre monument à Airolo ou à Göschenen, selon sa vision du monde, au lieu d'essayer de s'approprier un monument bourgeois. Un collectif en France tente ainsi de réaliser une telle entreprise sur le site de l'ancienne Fosse des mines de Lens (auxvictimesducapitalisme.fr).

FLORIAN EITEL

Edwy Plenel, *Voyage en terres d'espoir*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2016, 480 pages

En ouverture de cet ouvrage qui rend hommage à l'entreprise collective du *Maitron*, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, au moment où se clôt sa publication pour les années 1940-1968, Edwy Plenel

évoque son goût personnel de la « pédagogie par l'exemple où les défis prométhéens sont tissés [du] matériau ordinaire [des] vies humaines, aléatoires et imprévues, misérables et grandioses, anecdotiques et légendaires » (p. 7). *Voyages en terres d'espoir* souligne ainsi l'ampleur de cette entreprise initiée au départ par Jean Maitron et qui a pris aujourd'hui une remarquable ampleur. Mais surtout, Plenel met en contraste la sinistre formule de Maurice Barrès selon qui fonder une nation nécessiterait « un cimetière et un enseignement d'histoire » avec la démarche du *Maitron* qui promeut au contraire une véritable connaissance de la vie sociale et d'une histoire « tissée de liberté » (pp. 21-22).

Pour rendre justice à la rigueur, à la probité et à l'indépendance de Jean Maitron au fil de son projet, Plenel convoque les figures d'Antonio Gramsci, pour qui seule la vérité est révolutionnaire, et de Walter Benjamin, pour qui « c'est le futur qui nous apprendra si une telle observation, tournée vers les anonymes et ce qui a conservé la trace de leurs mains, ne contribue pas plus à l'humanisation de l'humanité que ce culte des chefs que l'on semble de nouveau vouloir lui assigner » (texte de 1937 cité p. 42). Il se réfère aussi à Patrick Boucheron qui fait écho à l'aventure du *Maitron* en considérant, nous dit Plenel, qu'il nous faut, en sauvant le passé, « sauver le présent, ce qui signifie l'ouvrir aux possibles en jachère, inaboutis ou inachevés, voire à peine achevés que recèle le passé » (p. 43). Enfin, il souligne avec raison, même si le *Maitron* porte sur le mouvement ouvrier français, combien il est animé par un « chant du monde », avec ses migrants, exilés, réfugiés, déportés..., pour nous rappeler « combien le monde nous a fait ce que nous sommes » (p. 59).

La partie la plus substantielle de l'ouvrage se déploie ensuite sous la forme d'une pérégrination dans le *Maitron*, de notice en notice, de commentaire en commentaire. Le choix de l'auteur est « subjectif et aléatoire », mais privilégiant des « méconnus » (« Avis aux voyageurs », p.77). Il va d'un proche à un plus lointain, de la statue parisienne d'Alphonse Baudin, victime la plus emblématique du coup d'État du 2 décembre 1851, au cimetière de Portbou où un monument rend hommage à Walter Benjamin là où il s'est suicidé en 1940 pour ne pas retourner en France ; avec aussi la notice de Lisa Fittko, une passeuse antifasciste qui avait fait franchir la frontière à Benjamin.

Tout subjectif qu'il soit, ce parcours est à lire, parce qu'il ouvre à de nouvelles curiosités. On y trouve des figures, des parcours, qui mériteraient en effet d'être mieux connus : par exemple l'histoire de Gustave Flourens, officier de la Commune, fusillé sommairement par les Versaillais ; l'itinéraire de Sébastien Faure, pédagogue libertaire ; la longue notice de Marie Guillot, syndicaliste enseignante, l'une des plus virulentes opposantes à l'union sacrée de 1914 ; ou encore la destinée d'Olga Bancic, la seule femme du procès dit de l'Affiche rouge, exécutée par les nazis en Allemagne ; mais aussi des figures plus connues comme Victor Serge, Ho Chi Minh, Mohammed Harbi, Juliette Gréco... Sans oublier la mention de « la plume cachée de l'école républicaine », « l'artisan du fameux *Dictionnaire pédagogique* des débuts de l'école publique, laïque et obligatoire », James Guillaume (p. 275).

En fin de compte, le *Maitron*, cette belle entreprise collective si bien mise en évidence par Edwy Plenel, donne en effet à voir des acteurs de l'ombre et des cas exemplaires. Il contribue à préserver non seulement une mémoire meurtrie, mais aussi et surtout un éventail des possibles. Il ouvre ainsi la voie à une démarche de connaissance, et de reconnaissance, encore plus difficile à faire aboutir, celle qui porte sur le monde ouvrier en tant que tel, non seulement sur celles et ceux qui se sont engagés, mais aussi sur celles et ceux du monde ouvrier qui ont subi, qui ont vécu, qui ont peut-être résisté en silence, mais sans parvenir à trouver la possibilité d'affirmer une voix discordante.

CHARLES HEIMBERG

Martine Ruchat, *Édouard Claparède. À quoi sert l'éducation ?*,
Lausanne, Antipodes, 2015, 392 pages

Étrange position que celle dont l'auteure se réclame ici : elle a voulu, écrit-elle, « épurer son livre de toute analyse qui ferait de la vie de Claparède un objet d'étude » (p. 368). Il en résulte un ouvrage curieux, foisonnant mais peu lisible tant il est informe. Aucune hiérarchie de l'information ne le structure ; dans le même paragraphe, on peut passer sans transition de l'invitation pour une conférence au temps qu'il fait en passant par l'évocation d'un problème domestique, des considérations sur l'état moral de Claparède ou par l'itinéraire détaillé d'une course de montagne. L'ouvrage est découpé en 32 chapitres (pour une vie de 67 ans) qui se succèdent par ordre chronologique, et cette scansion haletante ne contribue pas à orienter mieux le lecteur. De temps à autre, au milieu d'un chapitre, une phrase est mise en exergue, qui parfois résume un propos, parfois l'annonce, ou, plus souvent, apparaît comme détachée de tout contexte. On ne retrouve donc ici rien de ce qui fait le travail de l'historien, rassembler les sources utiles, les trier, les hiérarchiser, les contextualiser, puis en organiser la mise en forme narrative en fonction d'hypothèses de recherche… En l'absence de fil rouge conducteur, le lecteur est abandonné à la succession aléatoire d'événements de tous ordres, baladé du coq à l'âne en fonction de la correspondance de Claparède, et au final livré à lui-même pour tenter de mettre du sens dans toutes ces informations. Car le livre est par ailleurs très riche d'informations, l'auteure connaît admirablement son sujet, résultat d'un long travail d'imprégnation – « pendant toutes ces années, Édouard Claparède m'a accompagnée […] Je me suis parfois reconnue en lui » (p. 369).

Né en 1873, dernier d'une fratrie de cinq enfants, Claparède est un fils de la bonne société genevoise, et il connaît l'itinéraire habituel d'un rejeton de sa classe. Il mène à terme rapidement un cursus d'études classique dans son milieu – maturité, études universitaires, en médecine, terminées à 23 ans, ponctuées de quelques séjours en Allemagne, engagement dans une société d'étudiants, en l'occurrence Zofingue. Tout aussi classiquement, ce parcours est doublé par un cursus militaire, école de recrue, puis école d'aspirants pour devenir lieutenant puis capitaine en 1904. Premier léger écart par rapport à la norme : les fiançailles puis le mariage avec Hélène Spir, la fille du philosophe russe exilé à Genève African Spir, une femme de conviction qui lui fera

découvrir la philosophie kantienne de son père. Deuxième léger écart : l'engagement politique se fait certes du côté du parti libéral conservateur, mais dans un groupe dissident, que la question sociale semble préoccuper et qui dispose d'un journal, *Le Signal de Genève*, mais Ruchat ne nous dit pas grand chose de cet engagement. Les loisirs ramènent en revanche à la norme : Claparède est membre du Club alpin et c'est un randonneur redoutable. Tout en bouclant sa thèse, le jeune médecin se tourne vers une science en train de naître, ou de s'autonomiser, aux confins de la médecine et de la philosophie : la psychologie. Dans ce domaine en constitution, mouvant et encore peu structuré, Claparède se trouve rapidement intégré dans un réseau international dans lequel on compte, entre autres, Alfred Binet, Ovide Decroly ou Henri Piéron, un réseau qui contribue à la renommée naissante de Claparède tout comme y contribue aussi la revue *Archives de la psychologie*, lancée en 1901 avec son maître et ami Alfred Flournoy. Sa rencontre avec le philosophe et psychologue neuchâtelois Pierre Bovet débouche sur une amitié agissante : les deux hommes créent en 1912 l'Institut Jean-Jacques Rousseau. Création qui ne va pas sans résistance, et l'auteure consacre à cette lutte des pages passionnantes (159 à 200).

Le chapitre portant sur la Grande Guerre, qui m'intéressait particulièrement, est surprenant et peut-être symptomatique d'une manière de travailler. À en croire l'auteure, rien ou presque ne change dans la vie de Claparède, car « à Genève, les années de guerre sont calmes » (p. 202). Claparède est nommé professeur ordinaire à la Faculté des Sciences ; chassé d'Allemagne, Émile Jaques-Dalcroze est de retour au pays et suggère des collaborations à Claparède ; blessé et réformé, le jeune Charles Baudoin débarque à Genève et il est invité à donner un cours à l'Institut ; pour le reste, le lecteur découvre le détail des joyeuses et épiques courses en montagne organisées avec les élèves de l'Institut. Pas un mot sur la guerre des propagandes, pas un mot sur le fossé moral, pas un mot sur les difficultés économiques, pas un mot sur la grève générale... Pas un mot non plus de la Ligue du droit des peuples, où Claparède est fort engagé, pas un mot de la Conférence des nationalités qui se tient à Lausanne et où le psychologue genevois joue un rôle important, pas un mot du lien entre pédagogie nouvelle et mouvement pacifiste bouillonnant à Genève, qui donnera naissance à la fameuse Ligue pour l'éducation nouvelle, etc. Il y a de quoi rester dubitatif.

Les années vingt sont une période de développement de l'Institut, qui recrute Jean Piaget (1921), qui crée le Bureau international d'éducation (1925), bref pour Claparède une période laborieuse mais heureuse – « un monde à la mesure de l'amitié ». Les conférences et les participations à des congrès se multiplient ; Claparède est de moins en moins à l'Institut. Les séjours au Caire (1929) puis au Brésil (1930) témoignent de sa renommée internationale, mais aussi des sinuosités de sa vie sentimentale, où Hélène Antipoff tient le rôle principal. Les années suivantes sont plus difficiles, la maladie puis la mort de son fils assombrit la vie de Claparède qui a par ailleurs le sentiment d'être écarté de l'Institut où il laisse Piaget prendre le pouvoir. La radicalisation politique

qui caractérise cette période ne le laisse pas indifférent. Il est sollicité, mais refuse le plus souvent, par crainte de paraître «bolchevique». Sa volonté de tenir un juste milieu, de dénoncer à la fois les crimes franquistes ou nazis et les crimes bolcheviques, l'amène à décliner les invitations à participer à plusieurs mouvements antifascistes, malgré l'insistance de Barbusse ou de Langevin. Les quelques extraits de lettres cités ici et là par l'auteure offrent des éléments de réflexion intéressants sur les limites d'un certain anticonformisme romand que Claparède illustre bien, qui ne manque ni de lucidité ni de courage parfois (par exemple les interventions au conseil d'administration du *Journal de Genève*, que l'auteure ne mentionne pas), mais qui par scrupule moral se refuse à tout engagement net – et l'on songe ici à la formule féroce de Péguy: «le kantisme a les mains purs, mais il n'a pas de main».

ALAIN CLAVIEN

Jolanda Spirig, *Sticken und beten. Die Textildynastie Jacob Rohner: Familie, Firma, Klerus (1873-1988)*, Zurich, Chronos, 2015, 278 pages

L'industrie textile fut l'un des piliers de l'industrialisation suisse au XIXe siècle. Contrairement à l'industrie horlogère, chimique ou à la construction mécanique, elle ne survécut pas aux crises économiques et aux vagues de mondialisation de la deuxième moitié du XXe siècle. Pourtant, on retrouve encore certaines traces de cette industrie dans les défilés de haute couture ou parmi la garde-robe de célébrités: lors de l'investiture de son mari en 2009, Michelle Obama portait par exemple une robe de la maison Forster-Rohner. Cette robe jaune devenue célèbre représente le point de départ de l'étude de Jolanda Spirig sur la dynastie de fabrication textile Forster-Rohner située dans la vallée du Rhin, entre Sargans et le lac de Constance. De 1873 à 1988, des centaines d'ouvriers et surtout d'ouvrières y produisaient des précieuses broderies pour la bourgeoisie du monde entier. Plus tard, on y ajouta la production de chaussettes, les fameuses «Rohner Socken», chaussettes qui portent encore aujourd'hui le nom de la famille fondatrice de l'empire du textile alors qu'elles sont produites par une autre entreprise au Portugal, en Italie et en Turquie.

L'utilisation du terme d'«empire» pour désigner l'entreprise Forster-Rohner n'est pas saugrenue. Les fabricants achetaient leur matière première et vendaient leurs produits sur un marché global. Bien qu'ils soulignaient leur ancrage dans la région, surtout quand il s'agissait d'obtenir des concessions de la politique locale ou nationale, les fabricant-e-s œuvraient avant tout dans l'intérêt de leur famille et de l'Église catholique mondiale. Deux domaines strictement marqués par la hiérarchie et l'inégalité, aspects que Spirig démontre dans son livre de façon parlante. À la tête de l'empire se trouvait toujours un membre de la famille – pas forcément un homme! – qui détenait tout le pouvoir. Les principes catholiques semblaient dominer la hiérarchie familiale. Ainsi, les membres de famille «dérangeants», c'est-à-dire non conformes aux mœurs catholiques, comme par exemple un fils homosexuel, ou pas assez dévoués aux affaires, furent éloignés d'une façon machiavélique

de la gestion des affaires de l'entreprise et souvent même de la vallée, relogés dans des couvents ou des villas bâties par la famille dans d'autres régions du pays. L'image d'une famille intègre financièrement et moralement était le principe auquel tout devait se soumettre. C'est pour cette raison qu'à deux reprises, les descendants directs durent laisser la place aux commandes de l'entreprise à leurs beaux-frères. Les désirs individuels ou même l'amour n'avaient pas de place dans ce système, les mariages furent arrangés. Pour cela, la famille eut recours au vaste réseau du milieu catholique, qui alla jusqu'aux plus hautes sphères de l'Église, notamment par le réseau élitaire de l'Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem et le contact personnel avec le Nonce apostolique en Allemagne, Eugeno Pacelli, devenu pape Pie XII en 1939.

La façon de Spirig d'étudier et de raconter l'histoire de la dynastie des fabricant-e-s de la vallée du Rhin rappelle le style de reportage du journaliste Niklaus Meienberg, notamment son portrait de la famille du général Ulrich Wille (*Le délire général*, 1988, all. 1987). Comme Meienberg, Spirig part de la perspective de ceux «d'en haut» et la compare avec la réalité «d'en bas» pour démontrer le fossé social existant à l'époque, souvent omis dans l'historiographie des entreprises suisses. Spirig passe régulièrement de la perspective des fabricant-e-s à celle des ouvriers et ouvrières dans leur usine et donne ainsi une image contrastée des cadres de vie totalement différents à l'intérieur du petit espace qu'était l'entreprise Forster-Rohner. Pendant la Première Guerre mondiale par exemple, ceux «d'en bas» souffrent du manque et du renchérissement du prix des produits alimentaires, alors que la fille du fondateur de l'usine fait construire une immense villa tape-à-l'œil sur le flanc de la vallée. L'argent pour la construction provient de l'immense fortune générée pendant la guerre par la vente de textiles pour l'armée des Empires centraux – en détournant la loi suisse. (pp. 49-50)

L'auteure croise aussi contexte local et international pour montrer de nouveau comment la famille des fabricant-e-s vivait dans un monde parallèle. Dans les nombreuses lettres dépouillées par Spirig, échangées pendant l'entre-deux-guerres entre l'épouse allemande du fils du patron de l'empire, Hedwig Geser, et sa mère en Allemagne, on cherche en vain des commentaires sur la montée du national-socialisme. Le développement des enfants et les reportages des fêtes de famille, avec la liste obligatoire et détaillée des différents cadeaux luxueux échangés à Noël, sont au centre de l'intérêt des deux femmes de la classe supérieure alors qu'elles ne mentionnent ni les lois raciales ni les pogroms dans l'Allemagne nazie. Ce n'est qu'une semaine avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale par Hitler qu'Hedwig Geser se voit obligée de faire un commentaire sur la politique allemande. Elle parle de «temps sacrément inquiétant» (*«verflixt unheimliche Zeit»*), mais elle s'inquiète plutôt des fluctuations monétaires et de l'incertitude concernant le développement du marché que de la guerre ou de la déportation des Juifs (pp. 163-164). Hedwig Geser aurait pu assister à la fuite de réfugiés juifs par la frontière austro-suisse, aidés par la démarche illégale du commandant de la police Paul Grüniger,

mais pour cela elle aurait dû descendre de sa villa dans la vallée. Chose que la famille ne faisait même pas pour la messe du dimanche, tenue dans la chapelle familiale – avec privilège papal d'y conserver des hosties sacrées ! – dans la villa « Tanner » au-dessus du village de Rebstein.

Le grand mérite du livre de Spirig, destiné à un public au-delà du milieu strictement académique, n'est pas à chercher dans une analyse socio-culturelle profonde. Il se trouve dans le mode de narration avec ses changements de perspective mentionnés plus haut. Si le regard se concentre davantage sur la famille de fabricant-e-s que sur les ouvriers et ouvrières, ce n'est pas la faute de l'auteure mais dû à l'état très inégal des sources. Ceux « d'en haut », au pouvoir, ont toujours laissé plus de traces. Cependant, ces traces sont multiples et donnent une bonne image du milieu de vie d'une dynastie de fabricant-e-s catholiques : correspondances, albums de famille et un journal intime rédigé par un des fils du directeur pendant son enfance. Spirig essaye de compenser le manque de sources des milieux défavorisés par des témoignages dans les revues de l'usine ou des témoignages oraux d'ancien-ne-s travailleurs et travailleuses. Des extraits de ces témoignages d'histoire orale sont reproduits à la fin du livre et complètent ainsi son format agréable dû à un style d'écriture fluide et une illustration généreuse. La lecture de cet ouvrage nous fait découvrir le monde des fabricant-e-s catholiques suisses, peu connu à l'intérieur de l'histoire industrielle suisse, notamment en Suisse romande. Une raison de plus pour traduire ce livre en français !

FLORIAN EITEL

Xavier Vigna, *L'espoir et l'effroi. Luttes d'écritures et luttes de classes en France au XXe siècle,*
Paris, Éditions La Découverte, 2016, 380 pages

En plein centenaire d'une Grande Guerre désormais dépourvue de témoins directs, la présence persistante dans l'espace public de leurs nombreux témoignages, notamment ceux écrits par des combattants subalternes durant leur expérience au front ou quelques années après, est à souligner. L'écriture se révèle ainsi comme un vecteur de la présence dans la conscience collective de celles et ceux qui s'y prêtent, un moyen de faire valoir leur point de vue malgré les discours dominants.

Dans un très beau livre centré sur la dualité entre l'espoir et l'effroi, Xavier Vigna examine les pratiques d'écriture de et sur la classe ouvrière française au cours du XXe siècle. Il évoque des luttes d'écritures qui corroborent des luttes de classes et qui relèvent, quand il s'agit du monde ouvrier, de ces affirmations et appropriations culturelles de dominés qui peuvent assurément contribuer à leur émancipation.

La première partie de l'ouvrage est organisée autour de cinq périodes. Celle de la Grande Guerre inaugure la centralité ouvrière qui est propre au XXe siècle à travers des enquêtes lancées par le sous-secrétaire Albert Thomas visant à améliorer la condition ouvrière, notamment des nouvelles catégories productives, femmes et étrangers, consécutives à l'état de guerre ; mais à condition bien sûr que cela contribue à la production d'armement. Par la suite, l'entre-deux-guerres est caractérisé par l'irruption

de deux épouvantails différents, le communisme et le taylorisme. C'est un moment d'affrontement croisé, aussi bien pour les écrits ouvriers, qui dénoncent la rationalisation effrénée du travail, que pour ceux qui parlent du monde ouvrier, avec en tête l'obsession de la menace communiste. Après le moment du Front populaire et le surgissement de la figure de la grève dans ces écritures, une troisième période suit la Seconde Guerre mondiale qui voit la centralité de l'ouvrier des grandes usines soumise à une défiance de principe à son égard, et à la suspicion qu'il soit un fourrier du communisme. Les enquêtes sur le monde ouvrier se distinguent dès lors fortement entre celles à charge de l'administration qui interrogent sa capacité réelle d'intégration et celles plus empathiques des sociologues et des milieux du travail sur la condition ouvrière. C'est à ce moment sans doute que la dichotomie entre espoir et effroi s'observe avec le plus d'acuité. Autour de Mai 68, c'est ensuite un foisonnement d'écritures autour de la centralité ouvrière qui s'observe, avec de nouveau les grèves en point de mire, et l'émergence de la figure de l'ouvrier spécialisé (OS). Les années 1970 sont marquées par de nombreuses publications testimoniales et un intérêt marqué des intellectuels pour le monde ouvrier. Mais c'est aussi l'étroite association des mondes communiste et ouvrier qui est désormais contestée. Enfin, le passage à la dernière période, à partir des années 1980 et suivantes, voit surgir des ouvriers décevants, qui ne peuvent plus être idéalisés, ce qui marque aussi la fin de l'espoir, et en même temps de la centralité ouvrière. La crise est passée par là. Mais le flux des écritures des et sur les ouvriers ne se tarit pas pour autant.

Par la suite, Xavier Vigna développe une analyse thématique de son imposant corpus. Il met à jour les catégorisations, et surtout les essentialisations souvent dénigrantes qui caractérisent ces regards écrits sur un monde ouvrier d'où émerge notamment la figure inquiétante, pour certains, du meneur. Il dresse un parallèle avec le concept d'orientalisme d'Edward Saïd, parlant cette fois d'un orientalisme intérieur qui tendrait lui aussi à définir une sorte de « race ouvrière ». Les écritures sur les luttes recourent très largement à la stigmatisation de celles et ceux qui sont à la pointe du mouvement social. De leur côté, les écritures émanant directement des luttes et de l'expérience de la condition ouvrière, dans la pluralité de leurs voix, donnent à voir la dignité et s'inscrivent dans une perspective d'émancipation. Sans compter que se lisent aussi des regards d'intellectuels, comme Maurice Halbwachs ou Paul-Henry Chombart de Lauwe, qui font preuve d'empathie.

Cette étude propose une analyse fine d'un ensemble d'écrits où se mêlent le dénigrement et l'effroi des élites envers les subalternes, mais aussi, malgré tous les obstacles, une appropriation porteuse d'espoirs de cette capacité d'écriture par quelques figures issues du monde ouvrier. Même si elle se conclut sur le constat de temps difficiles, ou peut-être justement à cause de ce constat, elle donne assurément envie de se plonger dans cette littérature de l'émancipation.

CHARLES HEIMBERG

On nous signale : références bibliographiques sur le mouvement ouvrier et histoire sociale suisse

Juri Auderset, Peter Moser, *Ivresse & Ordre. Histoire illustrée de la question de l'alcool, de la politique suisse en matière d'alcool et de la Régie fédérale de alcools (1887-2015)*, Berne, OFCL, 2016, 247 p. + édition numérique avec recueil de sources.

Francesco Garufo, *L'emploi du temps. L'industrie horlogère suisse et l'immigration (1930-1980)*, Lausanne, Antipodes, 2015, 341 p.

Peter Huber, *Fluchtpunkt Fremdenlegion. Schweizer im Indochina- und im Algerienkrieg, 1945-1962*, Zurich, Chronos, 2016, 317 p.

Pierre Jeanneret, *Michel Buenzod. L'homme engagé, l'écrivain (1919-2012) : une biographie*, Vevey, Éd. de l'Aire, 2016, 174 p.